

7 Jours

Filpac CGT

N°88 - 16-5-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Nos positions, nos tâches, nos revendications contre le Pacte d'Austérité

Dans quels couloirs, quels placards, quels tiroirs ? Où se négocie ce Pacte "de Responsabilité" ? Nulle part ! Ni dans les branches professionnelles - où le patronat refuse toute création d'emplois - ni dans la toute proche Conférence dite sociale des 8 et 9 juillet - où tout est déjà bouclé. L'austérité ne veut pas de négociation : il s'agit de reddition. Contreparties ? Seule la CFDT fait semblant d'y croire en échange de son statut ministériel de syndicat d'Etat.

Le mensonge de la baisse du coût du travail.

L'effet « coût du travail » sur l'emploi ? ça fait vingt ans qu'on essaie, en vain, de l'établir ! On veut faire apparaître de force que si le coût du travail augmente, on va accélérer la mécanisation en utilisant plus de machines. Et si on baisse le coût du travail, on va remplacer des machines par de la force de travail. Or, cela ne correspond pas à la pratique des employeurs : **si une entreprise est robotisée, et que le coût du travail devient moins cher, ils ne vont jamais supprimer des robots pour réembaucher des gens à leur place !**

Si une entreprise arrive à baisser le coût du travail, elle peut grignoter des parts de marché, et peut-être augmenter l'emploi de quelques unités. **Or, si des employeurs baissent leurs prix en baissant les salaires, la consommation des salariés va baisser, cela va détruire les emplois, ou ralentir leur création.**

Les allègements de cotisations sociales entraînent des dépenses publiques supplémentaires. Pourtant, d'un côté le gouvernement multiplie les exonérations fiscales et sociales pour les employeurs, et de l'autre il comprime les dépenses publiques. **Le surcroît d'austérité en résulte, une vis sans fin, un tonneau percé...**

Création d'emplois : Gattaz ment monumentalement.

Le président du Medef promet la création d'un million d'emplois pour cent milliards d'euros d'allègements sociaux et fiscaux : ça fait cher de l'emploi... De son côté, l'Institut Montaigne - le cerveau auxiliaire du libéralisme - évalue à 26 milliards le coût de la création d'un million d'emplois dans la fonction publique. Pour la même somme, on peut créer quatre fois plus d'emplois publics que ce que promet le Medef... La vérité est ailleurs : Gattaz et les siens veulent empocher les exonérations sans la moindre création d'emplois.

Provocation permanente de Gattaz sur les salaires :

"Oui, je suis surpayé comme tous les patrons, oui vous êtes sous-payé, vous les salariés, ça doit continuer et s'aggraver : j'exige que ceux de ma classe imposent un nouveau recul des salaires, et cette exigence s'adresse au gouvernement : il doit pratiquer de même par le recul historique du salaire social, la Sécurité sociale, notamment la Santé." Valls obéit et manoeuvre, allégeant les impôts de quelques-uns pour frapper plus fort fin juin les salariés et la Protection sociale de tous.

Il s'agit de construire une suite au mouvement unitaire du 12 avril, aux manifestations du 1er mai, du 15 mai, des 22 mai et 3 juin pour l'expression du refus de l'austérité et l'exigence de revendications communes. Lesquelles ?

Revendications immédiates

- Faire échec au Pacte d'austérité qui nous entraîne vers le coma social
- Geler les plans dits sociaux, les plans de départs réputés volontaires, les licenciements
- Allouer à la Sécurité sociale un budget renforcé par une forte ponction sur les dividendes - En finir avec les exonérations en tout genre dont les patrons bénéficient
- Relever le SMIC au niveau requis par les besoins du salarié, au moins 1 700 euros net.

Construire l'avenir social

- Annuler la dette due aux banques privées, et les placer sous contrôle des pouvoirs publics.
- En finir avec l'obligation pour l'Etat de n'emprunter qu'aux marchés financiers privés.
- User du droit de préemption et intégrer au patrimoine national les entreprises et les emplois menacés.
- Prendre les initiatives industrielles publiques pour mettre en chantier des travaux utiles socialement : équipements collectifs, logements, hôpitaux, crèches, écoles.

Le CCN de la CGT a décidé de l'organisation d'un premier "tous ensemble" contre le Pacte de Responsabilité avant la Conférence sociale début juillet !